

La situation

Volume 3, numéro 4, 1936

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1102808ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1102808ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

HEC Montréal

ISSN

0004-6027 (imprimé)

2817-3465 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce document

(1936). La situation. *Assurances*, 3(4), 113–115.

<https://doi.org/10.7202/1102808ar>

Assurances

Revue trimestrielle consacrée à l'étude théorique et pratique
de l'assurance au Canada

Enregistrée à Montréal comme matière postale de seconde classe

Prix:
L'abonnement: \$1.00
Le numéro: 25 cents

Directeur: GÉRARD PARIZEAU
Publicité: FRANÇOIS DESMARAIS

Administration:
334, rue Notre-Dame est,
Montréal

113

3e année

MONTRÉAL, JANVIER 1936

Numéro 4

La situation

Il est encore un peu tôt pour juger avec exactitude les résultats de l'année qui vient de s'écouler. Certains faits dominants permettent, cependant, d'émettre un avis que des statistiques précises viendront appuyer un peu plus tard. Ces faits indiquent une incontestable amélioration dans certains domaines. Ainsi, le commerce extérieur qui, au 31 octobre 1935, atteignait \$1,258,000,000 contre \$903,000,000 en 1934. Cette augmentation du tiers se traduit par une hausse des recettes de l'Etat et des chemins de fer, puisqu'elle correspond à une plus grande circulation des marchandises. La situation de l'industrie semble également s'être améliorée dans l'ensemble, comme aussi celle de l'agriculture à laquelle des prix plus élevés ont apporté un meilleur rendement de la récolte. La cote en Bourse s'est sensiblement relevée, à la

faveur d'un optimisme plus généralisé. Et, enfin, la politique tarifaire du gouvernement fait prévoir un élargissement des débouchés, qui se traduira tôt ou tard par des affaires plus actives.

114 A côté de ces indices excellents, certains problèmes restent graves. La situation ferroviaire est sérieuse, avec l'accroissement ininterrompu de la dette du réseau National et les problèmes que pose l'administration du Canadien Pacifique; le chômage pèse lourdement sur les finances de l'Etat et des municipalités. Ainsi, depuis cinq ans, la dette collective a augmenté d'un milliard et demi. Cela est dû pour une bonne part aux indemnités versées aux chômeurs, dont il est devenu à peu près impossible de se débarrasser. Si l'on ajoute à cela des stocks de blé encore trop abondants et des taxes croissantes, on ne peut guère conclure qu'à une amélioration partielle dans l'ensemble, encore hésitante, comme le faisait remarquer le président de la Banque de Montréal, à l'assemblée générale de la Banque, quand il disait : « *Progress in trade recovery in Canada continued but in less definite degree than in 1934 and in a general way it can be said that the gains of that period were consolidated, in some instances enlarged* ».

En somme, malgré des gains marqués, la situation est encore imprécise. Elle le restera tant qu'on n'aura pas donné des solutions énergiques aux problèmes collectifs des transports, du chômage, du blé, des dettes et des relations commerciales avec l'étranger.

*

Que dire de l'assurance qui nous intéresse plus directement ? Quoiqu'il soit encore bien tôt pour conclure, certains faits très nets se détachent déjà, comme le signalait récemment M. G. D. Finlayson, le directeur des assurances privées.

En assurance contre l'incendie, 1935 s'annonce nettement favorable, avec un rapport sinistres-primés inférieur à celui de 1934 — déjà en amélioration sensible sur 1933 — et, dans l'ensemble, moindre également que la moyenne des quinze dernières années. Un pareil résultat annonce un bénéfice industriel substantiel, malgré l'augmentation des frais d'administration, au poste de l'acquisition en particulier.

Pour l'assurance sur la vie, les pronostics sont aussi excellents, puisqu'on estime les nouvelles assurances à \$580,000,000 contre \$578,000,000 en 1934. Ce sont là des affaires sans doute plus solides que celles des années de grande prospérité. Si on est encore loin du maximum de 1929 (978 millions), il est permis de croire, en effet, que les nouvelles polices résisteront mieux au temps que celles de la période 1925 à 1929. Comme on sait, à la faveur de la crise celles-ci ont opposé une piètre résistance, dès que le revenu des assurés s'est contracté. Autres faits à signaler :

115

a) Les fluctuations de la cote semblent avoir peu atteint le portefeuille des sociétés;

b) par contre, la baisse du rendement moyen des obligations aura sûrement eu un contrecoup sur les revenus des sociétés.

Dans l'assurance-automobile, l'année paraît avoir été assez dure. Comment d'ailleurs pourrait-il en être autrement avec des sinistres croissants et des tarifs décroissants !

*

Nous reviendrons sur tout cela un peu plus tard, quand les statistiques officielles auront complètement éclairci la situation. Pour l'instant, nous nous contentons de noter les faits les plus saillants qui, à eux seuls, indiquent la tendance sans la fixer avec précision.